



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
23 - 27
juin
2025

Concours “Ma thèse en 180 secondes” : Malang Seydi de l’UCAD remporte la finale nationale 2025



Malang Seydi, doctorant à l'Ecole doctorale Etudes sur l'homme et la société (ED-ETHOS) de l'université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar a remporté la 11^e édition du concours “Ma thèse en 180 secondes” (MT180). Papa Fall, de l'université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, et Abdoulaye Faye, de l'université Alioune Diop (UAD) de Bambey, ont terminé respectivement à la deuxième et à la troisième place du concours. La finale nationale de l'édition 2025 s'est tenue à l'université Alioune Diop (UAD) de Bambey, sous le parrainage du professeur Lamine Guèye, recteur de l'université Cheikh Ahmadou Khadim (UCAK) de Touba, et du professeur Fatou Diop Tall, vice-rectrice de l'UCAD.

Le thème de l'exposé du vainqueur de cette édition est : “La cosmologie moderne et la compréhension de l'univers : problèmes et enjeux scientifiques et épistémologiques.”

Il représentera le Sénégal à la finale internationale de ce concours prévue en octobre 2025 à Bucarest, en Roumanie.

Le concours “Ma thèse en 180 secondes”, initié en 2012 par l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), permet aux doctorants et jeunes chercheurs francophones de présenter leur sujet de recherche en trois minutes, de manière accessible, claire et captivante.

“C'est un grand honneur pour l'université Alioune Diop d'accueillir cette finale nationale, véritable vitrine de l'excellence scientifique et du travail de nos doctorants”, a déclaré le recteur de l'UAD, professeur Ibrahima Faye. Il a salué l'engagement, la créativité et la rigueur scientifique des jeunes chercheurs et réaffirmé la volonté de l'UAD de jouer pleinement son rôle de pôle d'innovation et de rayonnement scientifique au centre du Sénégal. Le professeur Hamidou Datte, directeur de la recherche et de l'innovation, a au nom du ministre de l'Enseignement supérieur, salué cette initiative qui valorise “le génie sénégalais et la production scientifique nationale.”

<https://aps.sn/concours-ma-these-en-180-secondes-malang-seydi-de-lucad-remporte-la-finale-nationale-2025/>

NATIONALE

CLUB CEDEAO-UCAD : Les étudiants, vecteurs de l'intégration régionale



La Faculté de médecine de l'Ucad choisie pour abriter le Pfore-Santé de l'Uemoa



L'ISRA va miser sur les partenariats pour améliorer les chaînes de valeur



En lançant le Club Cedeao-Ucad, dans le cadre du cinquantenaire de l'institution cette année, les étudiants ne veulent plus subir les événements, mais aspirent à agir pour faire de l'intégration régionale une réalité.

Dans un amphithéâtre vibrant aux couleurs de l'unité africaine, les étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) ont tenu à marquer de leur empreinte le cinquantenaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Ils ont lancé officiellement, samedi 21 juin, le Club Cedeao-Ucad. Ces jeunes sont conscients de leur rôle dans le renforcement de l'intégration et leur activité s'inscrit dans une volonté de donner un nouveau souffle à celle-ci, dans une région marquée par des crises multiformes. Placée sur le thème : « Intégration, paix et développement : la jeunesse universitaire au cœur de la vision 2050 de la Cedeao », l'initiative a été saluée.

Téning Cissé, présidente du Club Cedeao-Ucad, a précisé qu'il s'agit de donner une existence officielle à leur structure active depuis août dernier, soulignant que l'objectif est d'installer des clubs dans chaque université publique afin de faire des campus des foyers d'engagement régional. Elle a soutenu que « ces clubs ne sont pas de simples espaces de discussion, mais des lieux de propositions concrètes pour faire passer la Cedeao des États à celle des peuples ».

Former, unir, sécuriser : des pistes pour une Cedeao forte Mamadou Philippe Diatta, chargé des relations extérieures, abonde dans le même sens. Il rappelle que la vision 2050, mise sur une inclusion sociale réelle, implique jeunes, femmes et enfants. « Il ne s'agit pas seulement de saluer nos engagements, a-t-il dit, mais de nous accompagner techniquement et financièrement ».

<https://lesoleil.sn/actualites/education/club-ce-deao-ucad-les-etudiants-vecteurs-de-lintegration-regionale/>

Dans le cadre de la mise en œuvre du Pôle régional de formation et de recherche en santé (Pfore-Santé) de l'Uemoa, la Faculté de médecine, de pharmacie et d'odonto-stomatologie (Fmpo) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) a été officiellement désignée par les experts des États membres de l'Union comme institution chargée d'opérationnaliser ce programme stratégique à l'échelle régionale. « Ce choix, validé lors de la réunion de coordination tenue du 10 au 13 juin 2025, consacre l'excellence de l'Ucad dans la formation et la recherche en santé, et positionne la Fmpo comme un acteur régional central dans la structuration du système de santé dans l'espace Uemoa », renseigne un communiqué de presse de l'Ucad parvenu à notre rédaction.

Porté par la Commission de l'Uemoa, explique la même source, le programme Pfore vise à établir des pôles d'excellence académique dans quatre domaines prioritaires : énergie, agriculture, aménagement, et santé.

Le choix de la Fmpo, précise-t-on, repose sur des critères de solidité scientifique, de performance pédagogique et de capacité logistique. La Fmpo, rappelle le communiqué, c'est une expertise reconnue, avec plus de 100 ans d'histoire depuis l'École de médecine de l'Aof ; un effectif de 425 enseignants-chercheurs et plus de 6 000 étudiants inscrits ; des infrastructures de pointe incluant des laboratoires, centres de recherche et de simulation, et deux Centres d'excellence africains (Cea Agir et Cea-Samef) ; des partenariats institutionnels solides, à l'échelle nationale et internationale.

La même source renseigne que le Pfore-Santé ambitionne de renforcer la formation, la recherche et l'innovation dans les domaines de la santé publique, de la médecine, de la biotechnologie et de la pharmaceutique, tout en promouvant l'approche intégrée « One Health », qui associe santé humaine, animale et environnementale.

L'Ucad souligne que la Fmpo a été brillamment représentée tout au long du processus par deux figures académiques. Il s'agit du Pr Babacar Faye, chef du service de parasitologie et mycologie médicale et par ailleurs Directeur du Centre d'excellence africain Agir « Santé, environnement & Sciences sociales » et du Pr Mbathio Diop, enseignante-chercheure au service de santé publique du Département d'Odontologie, désignée également comme rapporteuse lors de la réunion de coordination du Pfore-Santé.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/la-faculte-de-medicine-de-lucad-choisie-pour-abriter-le-pfore-sante-de-luemoa/>

L'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) entend renforcer les acquis de sa collaboration avec le Projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeur (PROVALE-CV) et s'atteler à chercher plusieurs autres partenaires, a déclaré, jeudi, à Dakar, son directeur général, Dr Moustapha Guèye.

"Aujourd'hui, nous allons renforcer les acquis mais aussi trouver d'autres partenaires notamment les organisations paysannes, les coopératives agricoles communautaires, les interprofessions, etc.", a-t-il indiqué.

Il intervenait en marge des travaux de l'atelier de clôture de la convention entre l'ISRA et le Projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeur (PROVALE-CV) pour sa première phase. L'objectif global de l'atelier était d'échanger sur le bilan des activités de la convention entre les deux structures.

"Il faut renforcer le partenariat parce que nous avons compris que si nous sommes ensemble, notre capacité à trouver des solutions dans les chaînes de valeur est plus importante", a poursuivi M. Guèye.

Selon lui, dans le cadre de ce partenariat, l'ISRA a pu fournir des semences de variété performante dans les zones pluviales comme Kolda, Sédhiou, Ziguinchor et Kaolack.

Pour sa part, Leyti Faye, responsable infrastructures du PROVALE/CV, a mis en lumière les résultats obtenus en collaboration avec l'Institut sénégalais de recherches agricoles ces dernières années.

"Nous avons eu d'importants résultats notamment en termes de l'amélioration des semences de qualité pour augmenter les productions agricoles et maraîchères (...)", a-t-il souligné.

Il a également cité la formation et le renforcement technique des producteurs, assurant que cette méthode a aidé les paysans à maîtriser les techniques.

<https://aps.sn/lisra-va-miser-sur-les-partenariat-pour-ameliorer-les-chaines-de-valeur-dg/>



ENQUÊTE. Effectifs, écoles privées... À Caen, la bulle de l'enseignement supérieur gonfle sans cesse

Caen et son agglomération comptent plus de 40 000 étudiants et étudiantes. Cette croissance, dans les chiffres comme dans sa réputation d'être parmi les meilleures villes étudiantes, se voit à l'œil nu. Si les institutions publiques de l'enseignement supérieur sont connues et bougent peu, dans le privé, des écoles sortent de terre, s'installent, déménagent, créent des antennes... Pour le premier volet de notre dossier dédié à l'essor du supérieur, voici un tour d'horizon du paysage caennais.

Impossible, depuis quelques années, de ne pas accoler de superlatifs à Caen quand on parle de la ville étudiante. Le dernier en date ? « En dix ans, c'est la grande ville qui a gagné le plus d'étudiants », pose Vianney Lorient, responsable des classements du média spécialisé L'Étudiant, en ce mois de juin 2025.

Dans la capitale du Calvados et son agglomération, la barre des 40 000 têtes en quête de diplômes est officiellement dépassée pour le spécialiste de l'enseignement supérieur, avec un gros + 41 % d'étudiants gagnés sur la période 2014-2024. « La moyenne des 47 autres villes étudiantes analysées est à + 22 % ».

D'autres faits d'armes ? Le record de participation au carnaval étudiant de Caen est battu d'année en année. Il y a quelques mois, c'est Lamri Adoui, à la tête de l'université Caen Normandie, qui a été élu président de France Universités, l'organisation portant la voix des millions d'étudiants, personnels et enseignants-chercheurs du supérieur public à l'échelle nationale.

Cette année encore, Caen reste dans le top 5 des « meilleures villes étudiantes » après une historique troisième place en 2024 dans ce classement de L'Étudiant qui fait la fierté des élus.

<https://www.ouest-france.fr/education/etudiant/etudes-superieures/enquete-effectifs-ecoles-privées-a-caen-la-bulle-de-l'enseignement-superieur-gonfle-sans-cesse-995fc67a-45de-11f0-bc2b-268166a33be9>



Maroc : Pourquoi cache-t-on la crise de l'accès limité et du décrochage universitaire ?



Éducation en Afrique du Sud : entre contraintes budgétaires et réformes



Valoriser la recherche universitaire en vue de générer de projets économiques



Les étudiants ayant franchi le seuil du baccalauréat vivent aujourd'hui un véritable calvaire face à l'incertitude de leur avenir. À l'heure où la sélection devient de plus en plus stricte, où les places dans les filières prisées restent limitées, la question du poids du décrochage universitaire vient s'ajouter à celle de l'accès restreint à certaines formations. Même parmi les étudiants ayant accès aux filières à accès limité, où la sélection est censée garantir excellence et taux de réussite, la crise du décrochage est palpable. Près d'un quart des étudiants ne parviennent pas à atteindre le diplôme visé, tandis que des milliers de candidats méritants sont laissés à la porte de filières prestigieuses. Pourtant, souligne Bilal Talidi, malgré l'ampleur du phénomène, le ministère ne fournit que peu de détails sur la manière dont il compte y remédier.

L'angoisse du seuil de sélection

Les étudiants ayant obtenu leur baccalauréat cette année font face à une situation extrêmement éprouvante. Quel établissement supérieur les accueillera? Quelles seront les notes de seuil requises, notamment pour les filières des sciences de l'ingénieur, afin de leur permettre simplement de participer au concours d'entrée? Et comment organiser le mois et demi séparant généralement l'obtention du diplôme du concours, lorsqu'on ignore encore si l'on figurera parmi les candidats admis à tenter leur chance?

Le ministre de l'Enseignement supérieur a visiblement fourni un effort appréciable en réduisant le seuil de participation à 12/20. Parallèlement, les établissements à accès limité annoncent chacun leur liste de places disponibles par spécialité, tandis que l'on attend encore que soient traités les dossiers de candidatures et révélés les seuils officiels.

Une comparaison internationale incomplète

Le ministre de l'Enseignement supérieur souligne que soumettre les établissements à accès limité à des quotas de places et à des seuils spécifiques est une norme observée à l'international. Ce qu'il ne précise pas, en revanche, c'est l'écart majeur qui distingue le modèle marocain des modèles étrangers en matière de nombre de places offertes. Il évite par ailleurs de détailler le sort réservé à la majorité des étudiants ne figurant pas sur la liste des établissements à accès limité.

<https://www.quid.ma/national/universite-pour-quoi-cache-t-on-la-crise-de-lacces-limite-et-du-decrochage-universitaire-->

Début juin 2025, l'Afrique du Sud a lancé la cinquième phase de son initiative pour l'emploi dans l'éducation de base (BEEI), visant à déployer plus de 200000 jeunes dans près de 20000 écoles publiques. Cette démarche constitue une nouvelle réponse aux difficultés structurelles du secteur. Tandis que la nation arc-en-ciel tente de relancer son système éducatif dans un contexte de chômage persistant des jeunes, les réformes butent sur des contraintes budgétaires croissantes. Dans plusieurs provinces, les allocations ne suffisent plus à assurer la continuité des services de base dans les écoles, notamment dans les zones les plus défavorisées.

Fin 2024, le gouvernement sud-africain a reconnu dans une sortie médiatique que les crédits provinciaux destinés à l'enseignement ne suffisaient plus à couvrir l'ensemble des besoins opérationnels. Les tensions sont particulièrement visibles dans la province du Gauteng, où certaines écoles doivent fonctionner sans alimentation électrique stable.

Pour compenser, des générateurs sont utilisés, avec un coût pouvant atteindre 8000 rands (environ 450 USD) tous les deux jours, selon Independent Online, un média local. À cela s'ajoute une pénurie d'infrastructures scolaires qui a conduit l'État à investir dans 453 unités mobiles d'enseignement pour un montant de 207 millions de rands, d'après Sowetan live.

Arbitrages budgétaires contestés

Ces difficultés financières s'inscrivent dans un contexte plus large de contraintes budgétaires nationales. Entre 2013 et 2023, plus de 331 milliards de rands ont été alloués au redressement d'entreprises publiques comme Eskom et South African Airways, selon les données du Trésor national. Ces montants représentent près de 11 % du budget cumulé de l'éducation sur la même période.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/2406-129470-education-en-afrique-du-sud-entre-contraintes-budgetaires-et-reformes-dossier>

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a insisté, dimanche à Skikda où il a effectué une visite de travail, sur "la nécessité de valoriser la recherche universitaire afin qu'elle puisse générer des projets économiques".

"Il est nécessaire de valoriser la recherche universitaire en tant que valeur ajoutée et de la transformer en projets économiques », a déclaré le ministre dans une allocution prononcée à l'auditorium de l'université du 20 Août 1955, en marge de l'inauguration de plusieurs structures annexes de cet établissement d'enseignement supérieur.

Il a salué, à ce propos, les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à "développer l'université et en faire un acteur clé de l'économie nationale en valorisant les résultats de la recherche scientifique, et par la création de laboratoires pédagogiques et de recherche et leur mise à la disposition des chercheurs et des étudiants".

Le ministère "s'engage à accompagner les universités dans la réalisation de la transition vers une université entrepreneuriale et numérique, conformément aux directives des autorités supérieures du pays visant à faire de l'université un espace de créativité et d'innovation, apte à servir l'économie nationale", a souligné M. Baddari, mettant en exergue l'importance d'un soutien continu aux start-ups et la valorisation de leurs efforts qui ont permis l'ouverture de l'université sur son environnement économique et social, localement et au niveau national.

Le ministre a également fait état des "indicateurs positifs" provenant de l'université de Skikda qui a créé 13 start-ups et 47 micro-entreprises qui constituent "une valeur ajoutée à l'économie nationale".

<https://www.aps.dz/sante-science-technologie/188485-baddari-insiste-depuis-skikda-sur-la-valorisation-de-la-recherche-universitaire-en-vue-de-generer-de-projets-economiques>